

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Un Problème Social : V : L'enseignement ménager
dans les milieux agricoles (Lahor, Jean.
L'alimentation à bon marché, saine et rationnelle)

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1908, tome 10, p. 282-289

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Un Problème Social

V

L'enseignement ménager dans les milieux agricoles

Je suis étonné que M. Jean Lahor n'ait pas souligné, au moins d'un court alinéa, l'importance de l'enseignement ménager dans les milieux agricoles. Sans doute, ce dernier doit y prendre une autre allure que dans les villes et s'y compléter de notions étendues, sur l'élevage des animaux de basse-cour, sur l'alimentation du bétail, sur la culture du jardin potager et du gros légume, sans oublier la floriculture, si rémunératrice, même avec les plantes vivaces les plus rustiques, et qui est encore chez nous à l'état embryonnaire, comme en témoignent les affreux fagots qu'on vend, sur nos marchés, sous le nom de bouquets.

Le séchage des fruits, l'art des conserves et des confitures, la paysanne qui est en tête d'un domaine doit savoir tout cela, et en le sachant, elle contribuera non seulement à améliorer la nourriture de sa propre maisonnée, mais encore elle réagira d'une manière heureuse sur l'alimentation générale, en augmentant la production des denrées locales fraîches et saines, en mettant à la disposition des acheteurs citadins une foule de choses qu'ils sont obligés de demander, même pendant la bonne saison, à des importateurs étrangers.

On a donc bien fait d'instituer, comme je l'ai déjà dit, des écoles de fermières et de jardinières ; il serait fort à souhaiter que les catholiques suisses créassent, à l'usage de nos populations rurales, des établissements de ce genre dont le besoin se fait vivement sentir.

Ces écoles de fermières fonctionnent en assez grand

nombre, en Belgique et en Amérique, et y donnent les meilleurs résultats ; elles apprennent aux jeunes campagnardes qui les fréquentent, à côté de la culture et de l'emploi des fruits, toutes les méthodes profitables pour tirer du lait le meilleur parti ; elles leur enseignent, en outre, l'hygiène domestique, la comptabilité et des aperçus généraux sur ce que j'appellerai : l'art de vivre à la campagne, de s'y plaire, d'y élever et d'y retenir ses enfants. On a créé et développé en Belgique, cette terre d'élection de l'enseignement ménager, une quantité d'institutions diverses qui tendent toutes au même but : l'éducation des futures fermières et ménagères agricoles en vue de leur profession.

Ce sont les *sections ménagères agricoles*, faciles à organiser partout et qui se bornent à une conférence hebdomadaire pour donner aux paysannes, déjà sorties des écoles, des notions générales sur l'agriculture, l'économie domestique etc ; les *écoles ménagères agricoles ambulantes*, qui circulent sans cesse, d'un village à l'autre avec un matériel d'enseignement complet ; elles conviennent aux localités de peu d'importance.

Viennent ensuite les *écoles ménagères agricoles* proprement dites dont les cours durent un ou deux ans, les *écoles supérieures d'agriculture pour les jeunes filles* qui se préparent à l'enseignement.

Ce merveilleux ensemble est complété par des *cercles d'études*, à la fois agricoles et sociaux, et par une abondante distribution de tracts populaires.

Voilà ce qu'a réalisé le gouvernement catholique d'un peuple catholique. Il est juste de le souligner à un moment où l'on parle tant d'écoles ménagères, à un moment où certains milieux sociaux anticléricaux se font un tremplin de leurs fondations dans ce domaine.

Les deux premiers cours de cuisine de la Suisse

furent fondés par une Lucernoise, Mme Wyder-Ineichen en 1881. Depuis lors cette branche d'enseignement y a pris des proportions réjouissantes. Je n'oublierai pas ici que le Valais compte quatorze écoles ménagères *populaires*, faites pour les besoins spéciaux de ce beau pays ; il est ainsi placé avec Fribourg à la tête des cantons romands pour ce genre d'institution. C'est qu'il a le bonheur de posséder dans Mme la Comtesse de Courten un véritable apôtre de l'éducation ménagère, une femme d'élite qui sait unir aux compétences les plus étendues, cet esprit local, ce bon sens pratique, cette connaissance profonde des vrais besoins de la masse, sans lesquels l'enseignement ménager agricole peut produire une fâcheuse déviation des mœurs publiques.

Il existe dans le canton de Vaud une école de fermières qui progresse et obtient d'excellents résultats, j'espère que la *Ligue des femmes catholiques suisses*, unie à l'*œuvre catholique de Protection de la Jeune fille*, parviendra à nous doter d'une institution similaire.

Un illustre agronome belge regarde avec raison, comme une des causes du dépeuplement des campagnes, le manque de formation professionnelle des femmes qui doivent y vivre et y fonder une famille.

A ce propos, il remarque, non sans quelque malice, que ceux qui se sont occupés du relèvement de l'agriculture ont d'abord commencé par s'intéresser au bétail, puis ensuite au fermier et enfin seulement à la fermière. Il eut été plus sage, dit-il, de faire l'inverse et de montrer d'abord aux filles des paysans, qui seront plus tard leurs femmes et leurs mères, que l'existence rurale est la plus saine, la plus normale, celle qui donne le plus de condition de bonheur, si on la connaît et si on la comprend bien. Il est évident que l'enseignement primaire à la campagne a été jusqu'à présent trop étroitement calqué sur l'enseignement

donné dans les villes et qu'il a ainsi, pour sa part, contribué au déclassement et à l'exode douloureux et lamentable de tant de femmes et de jeunes filles, qui avaient à l'ombre du clocher natal et dans les champs, un bonheur assuré.

D'après les plus récentes statistiques, il y a en Suisse 655.883 femmes qui travaillent à des entreprises diverses, soit comme patronnes, soit comme ouvrières. Sur ce nombre, 331,910, soit plus de la moitié, sont occupées à des exploitations, à des travaux agricoles.

Les efforts de cette armée magnifique de travailleuses seraient couronnés de bien plus de succès, si celles qui la composent avaient reçu une instruction professionnelle plus complète et meilleure.

Ces chiffres éloquents, montrent entr'autre chose, quelle importance est appelé à prendre l'enseignement ménager dans les milieux agricoles, et l'immense profit que pourraient tirer de lui, la famille rurale et le pays.

Dans les cités en danger d'être prises d'assaut par un ennemi barbare et impitoyable, on faisait autrefois appel aux femmes, qui en montant sur les remparts venaient doubler la force de résistance des assiégés. De même aujourd'hui, faut-il demander beaucoup à la femme pour le salut de la forteresse agricole menacée de toutes parts. Elle fait déjà énormément, mais par une formation plus rationnelle, elle pourra faire davantage encore et décupler ses moyens d'action.

La femme est dans la prospérité de la ferme, un facteur presque aussi important que le fermier lui-même. Si elle n'a pas d'ordre et de savoir-faire, si elle n'est pas apte à multiplier les produits de l'exploitation et à en tirer parti, son foyer ne tardera pas à péricliter et nous assisterons de nouveau à une de ces faillites déplorables qui ébranlent d'un seul coup toute une famille, la chassent du sol ancestral et dispersent ses membres.

Nos paysannes se désintéressent encore beaucoup trop, en vertu de routines invétérées, de leurs devoirs essentiels de collaboratrices. La preuve en est, l'hostilité sourde dont on fait montre, dans certains de nos villages, contre l'enseignement ménager qui devrait être accueilli comme un bienfait. — Sur beaucoup de marchés, où nos produits agricoles ont tenu longtemps la première place, nos concurrents étrangers nous ont en partie supplantés. — Ce qu'ils nous offrent est souvent inférieur à ce que nous pourrions tirer de notre propre sol, mais ils ont l'art de présenter les choses, et savent faire payer au-dessus de leur valeur, des légumes ou des fruits, grâce à leurs emballages suggestifs et enjôleurs. Ils mettent un soin extrême à améliorer sans cesse la qualité de leurs produits, à perfectionner le mode de leurs expéditions. Comme les plus beaux fruits et les plus beaux légumes sont mal présentés par nos paysannes, entassés dans le désordre des paniers, ils ne disent rien à l'œil de l'acheteur.

C'est la femme qui devrait veiller au bon arrangement de ces choses. L'adresse, la délicatesse, le goût, l'habileté manuelle, voilà ce qu'il faut développer chez les filles de nos paysans.

Comme l'a dit Mme la Comtesse de Diesbach, dans un de ses rapports : « C'est parce que nos femmes de fermiers se désintéressent beaucoup trop des détails qui les concernent spécialement dans la ferme, que nos agriculteurs ne rencontrent pas toujours le succès auquel leur propre travail leur donnerait droit. »

Chacun sait à quel point est devenu aigu ce qu'on a justement nommé la crise des campagnes et des villes, en suite de l'accroissement rapide des cités. — Plusieurs de nos villes suisses ont vu, en quelques années, doubler le chiffre de leurs habitants, et par conséquent, augmenter, dans des proportions considérables, les

besoins de la consommation. Il ne semble pas qu'on ait encore bien compris, dans tous les milieux ruraux voisins des agglomérations urbaines, la nécessité de tenir compte de ce fait nouveau et d'équilibrer, au plus grand profit de tous, l'offre et la demande. —

On a continué d'anciens errements ; telle paysanne que je connais fait deux lieues tous les samedis pour un gain de 1,60 fr. alors qu'elle pourrait, grâce au lopin de terre qu'elle possède, alimenter de légumes, pendant des mois, plusieurs familles.

Il faut savoir en convenir, la cherté de la vie, dont j'ai parlé au début de cet article, est une des conséquences fatales de cet état de choses, de cette négligence à s'adapter à une situation nouvelle. La preuve en est, que la vie est meilleure marché à Genève par exemple, qu'à Fribourg, parce que la Savoie est un inépuisable réservoir de denrées alimentaires, parce qu'il existe sur les marchés de la première de ces villes, l'abondance et la concurrence qui produisent la baisse.

Un marché insuffisamment pourvu laisse le champ libre à ces chineurs, raffleurs et revendeurs qui accaparent toutes les marchandises et tiennent ensuite le public à leur merci.

Plusieurs villes ont édicté des règlements sévères pour mettre un terme aux agissements des accapareurs de victuailles et sauvegarder ainsi les intérêts publics. Fribourg, Berne et Bâle sont dans ce cas, ce qui leur a valu les attaques furieuses de la part des défenseurs de la concurrence illimitée, un des dogmes sacro-saints du libéralisme moderne.

Au Conseil National, le fougueux M. Heller de Lucerne a profité d'une circonstance fortuite pour fulminer ses anathèmes. Selon lui, Fribourg, Berne et Bâle, ressuscitent le bon vieux temps des villes fermées et nous font retomber en plein Moyen-Age.

Il y a des gens qui aimeraient mieux voir périr d'inanition une ville entière, plutôt que de sacrifier certaines théories souvent condamnées par les faits, et ce sont ces gens-là qui crient toujours à l'intolérance cléricale.

Pour lutter contre une hausse croissante des légumes, entretenue artificiellement par les revendeurs, le *Consumverein* de la ville de St-Gall a pris, il y a quelques mois, l'initiative d'organiser un vrai marché en s'entendant directement avec des producteurs du pays.

Son intervention a immédiatement produit, sur toutes les denrées potagères, une baisse énorme d'environ 50 %, à laquelle les détaillants ont été obligés de se soumettre.

Le résultat de cette lutte a été une augmentation extraordinaire de la consommation des légumes, et les paysans écoulent facilement des marchandises, dont souvent ils ne pouvaient se défaire qu'au prix de dures conditions, et ils n'arrivent pas à suffire aux demandes. Ces faits, qui sont d'hier, constituent un événement mémorable dans l'histoire de l'alimentation populaire.

M. Ch. Bierman s'est livré à une étude des plus intéressantes de l'influence économique de Lausanne sur la campagne environnante. Partant de cette idée, qu'au développement d'une ville doit correspondre une augmentation de la superficie qui l'alimente, il a été amené à faire de très curieuses constatations prouvant combien les zones rurales, voisines des cités en voie d'agrandissement, sont lentes à profiter, par une culture maraîchère plus intensive, des débouchés nouveaux qui s'offrent à elles.

Nos paysans poursuivent avec zèle, par l'entremise de leurs ligues, de leurs organes professionnels, une campagne protectionniste qui a contribué pour sa part

à la crise actuelle. Il faudrait alors, que logiquement, ils sachent mieux profiter des avantages obtenus par eux, sur le terrain de la législation douanière, en produisant d'une façon plus intensive, les choses qui sont frappées à la frontière de droits onéreux. Qu'on se rende bien compte du reste que la vie chère n'est un profit pour personne. Tous nos cantons sont, l'un après l'autre, obligés d'en faire la triste expérience. Nos Grands Conseils sont occupés dans chacune de leurs sessions, à relever les salaires de toutes les catégories d'employés, depuis les Conseillers d'Etat, jusqu'aux cantonniers, en passant par les régents et les gendarmes. De ce fait, nos budgets sont écrasés par de lourdes charges et le fisc est forcé de pressurer toujours davantage les contribuables, dont les campagnards forment la masse.

D'autre part le petit commerçant des villes, qui a des gains modestes, ne sait plus à quel saint se vouer ; pour faire face à ses affaires, il est obligé de hausser le prix de tous ses articles, ustensiles, outils, tissus, etc. C'est alors qu'interviennent les grands bazars, ils inondent le pays de marchandises vendues à un prix dérisoire, le paysan court à leurs comptoirs et se procure une camelote sans solidité qui l'oblige à renouveler sans cesse ses achats.

De toute façon il rend d'une main ce qu'il reçoit de l'autre, telles sont les inflexibles lois de la solidarité économique.

G. de MONTENACH.

(A suivre)